

SUINEN/MAHY/DE WASSEIGE/BODSON DANS LE JEU DES OPPOSITIONS ET DES ÉQUIVALENCES

Par Jean Blairon et Jacqueline Fastrès

A l'occasion des Fêtes de Wallonie, Bertrand Henne a organisé sur la RTBF deux débats consécutifs sur « l'identité wallonne »¹ ; le premier confrontait Philippe Suinen, ancien administrateur général de l'agence wallonne à l'exportation (Awex), président de la Chambre de commerce et d'industrie wallonne (CCIW) et Christine Mahy, Secrétaire générale du Réseau Wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) ; le second mettait face à face Olivier de Wasseige, directeur général et administrateur-délégué de l'Union wallonne des entreprises et Thierry Bodson, Secrétaire général de la FGTB wallonne, curieusement appelé « patron » de la FGTB wallonne par certains médias.

L'écoute de cette série d'interviews ne peut que nous rappeler que l'action politique et la lutte qui en détermine l'orientation et la signification dépendent largement de « schèmes de pensée » que Pierre Bourdieu nous a appris à structurer en une « série d'oppositions et d'équivalences » ; par exemple la série qui « permet » d'opposer l'action « des marchés » et l'action de l'Etat, en les faisant équivaloir, pour la première, à des composantes positives (comme la liberté, l'ouverture, la dynamique, la croissance, la démocratie...) et, pour la seconde, à des composantes négatives (comme la contrainte, la fermeture, l'immobilité, l'immobilisme, voire le pouvoir totalitaire...).

Une telle série d'oppositions et d'équivalences est agissante dans le corps social ; elle permet par exemple de justifier les transformations régressives des sociétés européennes vers un système de type américain qui répond à la figure suivante : « désengagement économique de l'Etat et renforcement de ses composantes policières et pénales, dérégulation des flux financiers et désencadrement du marché de l'emploi, réduction des protections sociales et célébration moralisatrice de la « responsabilité individuelle »².

Il nous a donc paru utile d'analyser les propos des quatre invités en nous demandant s'il était possible d'y déceler une ou plusieurs séries d'oppositions et d'équivalences, qui seraient de nature à révéler les controverses qui structurent l'enjeu d'une « identité wallonne » ; ce faisant, nous aboutissons aussi à une image de l'espace social et politique tel qu'il se construit aujourd'hui.

On peut rendre raison des oppositions qui se sont manifestées à partir de cinq questions. Si elles s'inscrivent partiellement dans la confrontation logique de marché/logique d'Etat mise en avant par Bourdieu, ce n'est pas sans la déplacer. On verra que les uns plaident pour une intégration de tous à un modèle qui ne profite qu'à certains, tandis que les autres se réfèrent à un Etat de droit qui fait progresser les droits pour tous.

L'opposition qui est révélée par les interviews correspond donc plutôt, in fine, à celle qui est dénoncée par Alain Touraine : il y a d'un côté les partisans des modernisateurs et de l'autre ceux qui croient à la modernité et entendent la faire progresser.

1 Le 15 septembre 2017.

2 P. Bourdieu, « La nouvelle vulgate planétaire », in *Interventions, Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, p. 448.

L'opposition de fond est donc celle qui met face à face la « modernisation » et la « modernité ».

Alain Touraine l'a présentée comme suit :

« Ce que je viens de dire sur l'Europe peut être résumé par deux constatations fondamentales. La première est qu'elle a été profondément moderne, c'est-à-dire qu'elle a affirmé, défendu et appliqué avant les autres parties du monde l'universalisme de la raison comme celui des droits humains fondamentaux. La seconde est que son mode de modernisation a été très éloigné de son discours sur elle-même ; il a reposé sur une concentration extrême des ressources dans les mains d'une élite dominante animée par une volonté de conquête et d'exploitation de l'ensemble de la population. La modernité de l'Occident, c'est son développement scientifique, sa laïcité, ses mouvements de réforme. Sa modernisation fut l'œuvre des conquistadores, des monarques absolus, des troupes de Napoléon, des colons du capitalisme financier et industriel. »³

En progressant dans son œuvre, le sociologue français a tendu cette opposition, jusqu'à affirmer que les modernisateurs d'aujourd'hui dévorent la modernité :

« Ce sont ces modernisateurs qui se sont servis de la modernité pour consolider leurs pouvoirs. Il est indéniable que la volonté de moderniser n'est pas critiquable, mais dans ces cas, elle est absorbée par ces grands vautours de la modernisation. Ce sont les détenteurs de ce que j'appelle « le pouvoir total ». La nouveauté est là. Total, car tous les domaines sont concernés par cette accapARATION. Auparavant, les puissants avaient le pouvoir sur les choses, à savoir l'argent, la terre ou encore les hommes. Désormais, il est question de la construction du subjectif. La propagande, la publicité, les appels à la consommation par des moyens de masse ou encore les médias d'une manière générale. La question qui se pose est relative à l'éclatement de la modernité et à sa destruction programmée par les modernisateurs qu'ils soient des financiers occidentaux, des dirigeants du parti totalitaire chinois ou des dictateurs post-nationalistes du tiers-monde. Ils estiment incarner à eux seuls la modernité, alors que les modernistes affirment que chaque individu a la même valeur et la même dignité inhérente à l'être humain. »⁴

Les quatre interviewés de Bertrand Henne nous permettent d'illustrer cette opposition « partisans des modernisateurs » et « partisans de la modernité » et de voir sur quels types d'équivalences cette opposition s'appuie et comment elle les distribue en retour.

QUI EST ATTENTIF AUX ASYMÉTRIES, QUI FEINT DE LES IGNORER OU QUI LES JUSTIFIE ?

Christine Mahy dénonce une asymétrie quant à la capacité du « peuple d'en bas » à être écouté, à être reconnu comme force propositionnelle :

« Elles ne sont pas, en tout cas, je n'ai pas dit qu'elles ne sont pas écoutées mais elles ne sont pas écoutées avec la même intensité et la même égalité ; quand le petit peuple, le peuple d'en bas veut s'exprimer par la culture, sur comment il conçoit le logement, sur ce que cela veut dire la vie socio-économique pour lui, j'ai envie de dire qu'on lui répond souvent qu'il y en a qui savent pour eux. Or une identité cela se construit à partir de ce que les gens ont dans leurs tripes. Je suis convaincue moi que les gens ont dans leurs tripes de souhaiter que la Wallonie aille bien pour tout le monde et pour eux aussi ; il faut offrir les espaces institutionnels pour cela dans le champ économique, dans le champ culturel, dans le champ social, dans le champ socio-économique. »

3 A. Touraine, *La fin des sociétés*, Paris, Seuil, 2013, pp. 439-440.

4 <http://zamane.ma/fr/%E2%80%89les-modernisateurs-devorent-la-modernite%E2%80%89/>

Philippe Suinen, à l'inverse, dénie cette asymétrie en convoquant la nature :

« je ne trace pas de frontière entre les petits et les grands, on est tous grands par certains aspects et petits par d'autres. C'est la nature humaine. »

Mais il illustre l'asymétrie et la justifie :

« Concernant l'image, si on se donne le temps d'être sûrs que l'image qu'on va projeter correspond bien à l'ensemble des Wallons, il y a plein de trains qui vont passer, on va les regarder, on ne va pas... les choses vont se faire sans nous. »

Thierry Bodson dénonce une asymétrie dans les économies que « tous » doivent réaliser ;

« Que disent Mr Lutgen et Mr Chastel ? Qu'à l'avenir un euro c'est un euro, qu'il va falloir compter ses sous de façon très précise. [Alors] on ne fait pas des cadeaux aux wallons qui savent acheter une troisième, une quatrième, une cinquième maison : dans la réforme fiscale on prévoit un abattement des droits d'enregistrement à l'achat de la troisième maison et des suivantes, qui représente un cadeau aux riches, et je pèse mes mots, un cadeau aux riches de 7 à 8.000 € par maison achetée. »

Mais Olivier de Wasseige estime pour son compte que nous subissons tous la crise (alors que les indicateurs montrent que l'appauvrissement de certains se creuse pendant que la richesse des autres augmente) :

« On est sur, on est avec un accordéon, je fais de l'analogie, un accordéon, un accordéon il a deux mouvements : compression, extension. On a eu une compression, on la vit tous, on la subit tous, c'est celle de cette crise industrielle qui fait qu'aujourd'hui on a un PIB par habitant à 82 % de la moyenne européenne, alors que la Flandre caracole à plus de 113 %. Et moi ce que je voudrais aujourd'hui, c'est que tous ensemble on ré-étende cet accordéon pour reprendre du souffle. »

QUI RECONNAÎT LA RÉCIPROCITÉ DES SITUATIONS ET QUI L'IGNORE ?

En interrogeant chacun sur les réalités (re)présentées par l'autre, Bertrand Henne a permis que se dévoile une autre opposition entre ceux qui tiennent compte de la position de l'autre (parce qu'ils savent que l'une comme l'autre sont en relation de réciprocité) et ceux qui, au fond, pensent que la position de l'autre ne les concerne que très marginalement.

Christine Mahy illustre très bien la prise en compte des réalités multiples en interaction et se propose de travailler à celle-ci :

« Dans ce que je dis, je n'oppose pas du tout le développement économique, l'importance de l'investissement des patrons, le développement de l'emploi, etc., à ce que j'évoque.

(...) mais je pense quand même qu'il y a une proportionnalité de participation possible au débat qui est déséquilibrée aujourd'hui et qu'il y en a quand même qui s'arrogent le droit...

B. H. : Quelque part on écoute trop l'entreprise ou le monde de l'entreprise et pas assez selon vous les classes sociales les plus faibles ?

C. M. : L'entreprise, ou les décideurs, ou un regroupement des personnes qui ont l'habitude de se retrouver dans des cercles qui sont un peu clos, en tout cas à une partie du reste de la population. Je suis bien placée pour savoir qu'avec le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, il a fallu des années avant qu'on ne me tape plus sur l'épaule en me disant que c'est Madame charité de la Wallonie, en étant invitée en des lieux où se trouve parfois du patronat, mais un tout petit peu ; j'ai déjà par exemple tenté d'être invitée au cercle de Wallonie pour venir aborder cette question-là, des inégalités, etc. Ça ne s'est encore jamais produit. »

P. Suinen, qui n'est pas absent des activités du Cercle, loin s'en faut, répondra à cette perche tendue par le silence.

Thierry Bodson, quant à lui, plaide aussi pour la rencontre, et notamment pour sa forme institutionnalisée chez nous : la concertation sociale. Mais il est contraint de remarquer que celle-ci ne fait plus évidence depuis le récent changement de gouvernement :

« J'ai l'impression qu'on est dans la confrontation et pas dans la recherche de concertation. »

Il cite à l'appui de sa thèse le non respect d'un récent accord construit en concertation :

« J'espère que non, parce que si ce climat et cette concertation existent c'est parce que, d'une part, il y avait ce fameux modèle mosan qui avait permis aux interlocuteurs sociaux de faire des propositions reprises par le gouvernement. Malheureusement, il faut souligner qu'un des grands accords entre des interlocuteurs sociaux, concernant des aides à l'emploi dans le non-marchand et dans le public, on s'assied dessus ; là évidemment, le décor risque d'être un peu différent, mais je pense sincèrement qu'on peut continuer à avoir un dialogue, dans les outils économiques et autres encore, avec les patrons »

Un bel exemple de non réciprocité est aussi avancé par Olivier de Wasseige, lorsqu'il évoque ce type d'interaction :

« [On doit] créer le climat entrepreneurial et le climat social qu'il faut pour ça, parce que quand on on fait mal aux employeurs, on fait mal aux employés ».

N'est-il pas imaginable de réfléchir à la proposition réciproque : « Quand on fait mal aux employés, on fait mal aux employeurs ? » ou considère-t-on cette réciproque comme incongrue si ce n'est absurde ?

QUI FAIT DE LA POLITIQUE ET QUI PRÉTEND NE PAS EN FAIRE ?

Bertrand Henne interroge Thierry Bodson sur l'appel qu'il a lancé en faveur d'une union possible des trois partis de gauche (PS, PTB et Ecolo) après les élections de 2019. Il lui fait écouter cette intervention du Ministre-Président Wallon Willy Borsus interrogé par Thomas Gadisseux :

« Écoutez, je pense que les masques sont tombés ce matin, j'ai lu les déclarations de Mr Bodson, son combat est strictement politique. Les préavis de grève qui sont aujourd'hui déposés notamment dans la fonction publique wallonne ont pour but principal d'installer une nouvelle majorité et quelle majorité, Mr Gadisseux ? Une majorité pour amener les communistes, associés dans la déclaration de Mr Bodson au PS et aux Ecolo, au pouvoir en Wallonie. Est-ce qu'on se rend compte de la proposition de Mr Bodson ? »

On peut évidemment s'étonner quelque peu de ces propos venant du membre d'un parti qui a accepté de monter au pouvoir en dehors de tout processus électoral, après que le Cdh eût rompu unilatéralement et sans préavis l'accord de majorité qui le liait au parti socialiste. Quels masques sont alors tombés ?

Quant à Olivier de Wasseige, il affirme :

« L'Union wallonne des entreprises ne fait pas de politique, donc nous, ce qui compte c'est que notre programme soit écouté par les majorités en place. [...] Donc on est, on est écoutés en tout cas par le gouvernement maintenant, j'espère qu'on sera suivis, nous avons déjà pas mal de points sur lesquels nous pouvons donner nos positions. Mais surtout ce qu'on fait toujours avant chaque élection c'est qu'on a notre cahier de revendications et qu'on va le présenter à tous les partis pour leur dire : voilà ce que nous on veut dans la déclaration politique. »

Mais pratiquer de la sorte est-ce bien « ne pas faire de politique » ? Si nous suivons Pierre Bourdieu, la politique est un champ (un univers quasi autonome, possédant ses règles propres, comme par exemple le respect des accords ; le champ est évidemment un champ d'action) ; font partie de ce champ tous ceux qui peuvent peser sur les relations des acteurs qui en font partie. Dans ce cas, l'Union wallonne fait évidemment tout le temps de la politique.

Rappelons aussi que le combat pour les droits, mené par exemple par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, cherche naturellement à déboucher sur une traduction politique qui institue les demandes jugées éligibles et les réponses considérées comme nécessaires.

C'est la raison pour laquelle le terme de « grève politique » n'est ni une aberration ni une contradiction dans les termes, comme d'aucuns voudraient le faire croire.

Lorsqu'Olivier de Wasseige oppose ce qui se passe en entreprise (où la concertation fonctionne) et les grèves « politiques » :

« Ce qu'on constate aujourd'hui, c'est qu'il n'y a pas de problème dans les entreprises en termes de climat social. La concertation sociale, elle fonctionne bien dans les entreprises. Hier, je discutais avec le directeur des ressources humaines d'une grande entreprise industrielle liégeoise qui me disait : « Ça se passe extrêmement bien ». Le risque aujourd'hui, il est sur des grèves qui peuvent être entre guillemets politiques parce qu'elles sont dues à des événements extérieurs. »

Nous touchons là un point crucial **puisque la concertation au niveau des entreprises ne concerne pas nécessairement les droits universels** : on voit le piège qui consiste à enclorre la concertation au niveau de chaque entreprise séparée, pendant qu'au niveau politique on déconstruit **pour toutes et tous** les équilibres et notamment les droits des travailleurs.

La proposition la plus politique qui soit est donc de réduire la concertation à des débats organisationnels internes aux entreprises pendant qu'au niveau supérieur on prend des décisions défavorables aux travailleurs, sans recours possible (en dehors de grèves qu'on s'empresse de qualifier de politiques !).

Thierry Bodson est bien conscient de l'importance de la lutte pour les droits **de tous** et pour la défense du cadre politique démocratique qui en est le garant :

« S'indigner sur l'appel de la FGTB wallonne c'est quand même assez bizarre quand on ne parvient pas à s'indigner à propos des tweets fascistes de Mr Francken qui parle de nettoyage au parc Maximilien alors que je rappelle qu'il y a là-bas beaucoup d'enfants de moins de 3 ans, des familles qui simplement demandent, elles, un peu de respect. »

QUI RECONNAÎT QUI COMME ACTEUR ?

Le thème de l'acteur est évidemment important si nous suivons Alain Touraine puisqu'il conduit à reconnaître que le développement d'une région comme la Wallonie est le résultat des relations (conflictuelles) entre acteurs qui sont d'accord sur une orientation commune (par exemple le Progrès), identifient une ressource centrale (par exemple la connaissance et la créativité) et s'opposent sur sa définition, sur la place qu'occupent les uns et les autres dans la production de cette ressource centrale, sur la rétribution conséquente à cette distribution de rôles.

Philippe Suinen semble suivre la vulgate dominante, qui réduit les marges de manœuvre des acteurs au fait de « suivre le mouvement » et si possible de l'anticiper. On ne peut que se rappeler ici les débats autour du CETA, qui a pourtant vu la Wallonie résister au courant dominant. Mais pour l'interviewé, ce n'est au fond pas possible :

« On est un confetti sur le monde, qu'on a le moyen de son développement et que pour, je dirais, accentuer ce développement, il faut à la fois être local et global, c'est cela la glocalisation, la Wallonie est sur le chemin de la glocalisation pour le moment. Et j'espère que tout le monde en a conscience, là, c'est une autre question. »

Une telle conception conduit presque inmanquablement à qualifier d'« assistés » (de non acteurs) ceux dont le modèle dominant de développement construit la non participation au « mouvement global ».

Au moment de l'interview, la polémique faisait d'ailleurs rage, puisque le Ministre Jeholet, comme le critique Thierry Bodson, venait de qualifier les demandeurs d'emploi de « rentiers ».

Christine Mahy déconstruit cette assignation à l'assistanat comme suit :

« Je pense aussi pour revenir sur l'assistanat que les gens ne cherchent évidemment en rien à être assistés ; je pense que c'est important de dire que les wallons et wallonnes sont dans une combativité pour la vie et la survie, la recherche de l'emploi etc. et que c'est parfois les conditions de l'organisation qui les mettent dans l'absolue nécessité d'avoir recours à la solidarité publique, qui est une valeur à défendre en terme de droits et pas d'assistance.

[Ce reproche d'assistanat] c'est une insulte à la population wallonne qui essaye de ne pas - je le répète, hein - mais tuer l'entièreté de sa combativité et tuer l'entièreté de sa créativité à simplement pouvoir se loger, se chauffer, se nourrir.. Quand on est pris au quotidien, à réduire son quotidien à cela, forcément on mange sa créativité, forcément le potentiel qu'on avait au départ, il s'use et il se vide.

Donc, il y a une responsabilité de l'entièreté des acteurs wallons à ne pas laisser les gens durablement là-dedans parce que évidemment, forcément ils créent des gens fatigués, des gens déprimés, des gens appauvris, alors on va vite évidemment dire : « vous voyez qu'ils ne sont plus en capacité de décider ». Je pense que les gens sont en capacité de décider mais il faut se dépêcher, il faut le réussir dans une bonne articulation. Moi je ne mets pas les choses en concurrence mais dans une bonne articulation ; il faut se poser la question en termes de réduction des inégalités, il n'y a rien à faire. »

Deux représentations de la société s'opposent ici : dans un cas, on présente un monde sans acteurs, où agir, c'est simplement suivre le mouvement général, le « confetti sur le monde » n'a pas d'autre choix que de se laisser porter par les vents dominants.

De l'autre, on affirme la capacité de tous à agir et décider – pour autant que les conditions de vie ne conduisent pas à ce que la capacité d'action soit détruite (« mangée ») par elles.

Derrière cette opposition, deux modèles de société sont décryptables : pour les uns ce sont les acteurs économiques qui agissent (pour autant, paradoxalement, que leur capacité d'action n'en soit pas une, puisqu'ils doivent suivre les vents dominants) ; pour les autres, l'action de transformation est possible, chacun peut (et doit pouvoir) y participer ; l'économie est intégrée à ce projet global, elle a pour fonction de construire une société de droits et d'égalité : elle est un contenu, alors que pour les premiers elle est le contenant exclusif.

Christine Mahy :

« Je suis frappée dans le travail que je fais, parce que je suis dans la lutte contre la pauvreté, comme tout au début que j'allais parler avec le politique du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté et que je nommais la réalité de l'appauvrissement de la population wallonne ; il m'est arrivé plusieurs fois qu'on me renvoie qu'il n'était pas question de parler de cela, que c'était une carte de visite négative, on n'avait pas à parler de ça, que cela donnait une mauvaise image. Or on est toujours venus, nous, avec des propositions en disant : non, ce n'est pas une carte de visite négative, c'est un chantier vertueux ; si on veut constituer une identité wallonne, on doit la constituer par et avec tous. Et

l'image vertueuse c'est de se dire que réduire l'appauvrissement de sa population, cela fait partie d'un chantier important, d'autant que c'est un chantier qui a même un caractère économique parce que si la population est moins pauvre, elle est forcément moins en train de manger sa créativité à la survie, elle peut l'intégrer et l'utiliser, la stimuler pour la mettre à la disposition de la collectivité. »

QUEL TYPE DE « CLIMAT SOCIAL » EST NÉCESSAIRE, POUR QUI ET POUR QUOI ?

Les partisans du raisonnement non réciproque, on n'en sera pas surpris, envisagent le « climat social » de façon unilatérale. Olivier de Wasseige :

« Et hier, nous avons reçu une étude qui est faite par un grand cabinet international au niveau international sur les projets d'investissement des entreprises étrangères en Belgique. Et le résultat que reçoit la Wallonie, il est catastrophique, et on pointe un certain nombre d'éléments, et deux éléments qui sont mis le plus en évidence par les entreprises étrangères qui ne sont pas présentes en Belgique et qui veulent y venir ou celles qui y sont et qui veulent continuer à investir, c'est : 1° le climat social qui est plombé au niveau des grèves externes à l'entreprise. »

Même son de cloche chez P. Suinen :

« Il y a quand même pas mal d'éléments qui se passent dans la vie collective wallonne qui font en sorte qu'on n'est pas très attractifs. (...) Et dans ce cadre-là, la compétitivité, ma foi, cela faisait des années qu'on criait pour dire il faut réduire les taux d'impôt des sociétés ; c'est fait maintenant, on peut le constater ; l'énergie est encore top chère, le climat social n'est pas optimal ou n'est pas excellent, c'est aussi en termes de compétitivité une difficulté, mais l'attractivité c'est plus large, cela englobe la compétitivité mais c'est également donner envie, je dirais aux opérateurs dans le monde et à des citoyens dans le monde de venir ici. »

Mais pour T. Bodson, qui rappelle que le nombre d'heures de grève diminue constamment depuis 20 ans, la responsabilité en termes d'« image » est partagée :

« Pourquoi est-ce qu'il y a cette image, à plusieurs reprises je l'ai déjà dit aux patrons ; d'abord, moi ce qui me frappe c'est qu'il y a des chiffres intéressants qui sortent au niveau de la Wallonie. Le patronat wallon dit « Oui mais il y a des mauvais chiffres à côté ». Lorsqu'il y a des mauvais chiffres qui sortent pour la Flandre, les patrons flamands disent « Oui mais il y a des bons chiffres à côté », c'est toute la différence. »

Complémentairement, pour C. Mahy, la crainte est que l'exclusion des droits devienne le matériau qui s'utilise pour construire une image positive de la Wallonie :

« J'espère que cela ne va pas devenir une carte d'identité pour la Wallonie, c'est comment finalement on tient un propos positif sur la logique de l'exclusion, c'est à dire aujourd'hui pour se défendre de la dynamique wallonne c'est presque devenu vertueux de dire « vous savez, nous on sanctionne beaucoup et on exclut beaucoup parce qu'on se positionne par rapport à la Flandre, parce qu'on se positionne par rapport au politique, on se positionne par rapport à un ministre qui a dit « les chômeurs, c'est des rentiers », parce qu'on se positionne par rapport à l'assistanat. Moi je suis inquiète pour ça, je suis inquiète de la tournure qui se prend en termes de communication (...) On a inclus dans la loi, assez nouvellement, la possibilité d'exclure du CPAS. On a inclus au niveau fédéral la possibilité d'exclure les malades de l'ensemble des systèmes etc. Je suis assez frappée que dans un état de droit qui se veut justement être constitutif de l'inclusion etc., il y a une espèce de valeur positive à essayer de nous montrer comme on est sévère avec des gens qui seraient des potentiels abuseurs, profiteurs, etc., qui sont relativement extrêmement peu, tous les chiffres le montrent. »

CONCLUSION

Les quatre personnes interviewées sont en relation de rimes croisées : globalement les interventions de P. Suinen et O. De Wasseige se correspondent, tandis que celles de C. Mahy et T. Bodson se complètent.

On peut s'en étonner à plus d'un titre. Par exemple, on peut se demander s'il est encore possible, à gauche, de défendre une conception de l'économie qui ne serait pas celle du capitalisme dominant ? Pourtant le champ de l'économie est loin d'être homogène et il est traversé par de fortes controverses. Mais tout se passe comme si, quand on parle d'économie aujourd'hui, on défendait d'office et exclusivement une version néo-libérale de celle-ci...

La complémentarité des propos de C. Mahy et de T. Bodson ne doit pas non plus être considérée comme allant de soi, tant l'existence de nombreuses personnes sans emploi est traditionnellement utilisée pour faire pression, si ce n'est chantage, sur ceux qui en ont un.

Mais au-delà de ces deux remarques, ce qui peut frapper, c'est la constitution d'un nouveau système d'oppositions entre ceux qui se mettent au service des « modernisateurs » et ceux qui sont partisans de la modernité.

Le tableau suivant montre les deux colonnes d'équivalences qui composent chacune de ces positions.

Partisans des modernisateurs	Partisans de la modernité
Déni des asymétries : on est « tous les mêmes »	Identification d'asymétries à combattre
Les raisonnements ne doivent pas faire preuve de réciprocité	La réciprocité des raisonnements est recherchée, mais aussi demandée
L'action consiste à se contenter de suivre le courant dominant	L'action doit chercher à transformer le courant dominant, producteur d'inégalités
Le soutien aux modernisateurs se présente comme a-politique	La modernité implique une traduction des droits en mesures politiques
Le système fonctionne (très bien) sans acteurs	Le système détruit la capacité de certains acteurs
Le « climat social » (entendons les contestations) doit se mettre au service de « l'économie » (de ce qui est défini comme tel)	Le climat social est affaire de tous et doit servir tous

Et nous pensons que ce système d'oppositions et d'équivalences peut aider à analyser une série de positionnements qui seront déterminants à court terme pour notre démocratie et le modèle de développement qui doit l'incarner.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon et Jacqueline Fastrès, « Suinen/Mahy/de Wasseige/Bodson - Dans le jeu des oppositions et des équivalences », *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, octobre 2017, URL : www.intermag.be/611.